

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>
Envoyé le 1 mai 2020 09:19
À : Brook.Simpson@international.gc.ca; McKenna, Isabella (PS/SP)
Cc : Crosby, Jordan (PS/SP); Milech, Michael; Zimmerman, Shannon; Khalil, Samantha; Harris, Emily (SPAC/PSPC); Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Davis, Kathleen; Adam.Austen@international.gc.ca; MacKnight, Aisling (SC/HC); Pierre-Yves.Bourque@international.gc.ca; Bélair, Thierry (SC/HC)
Objet : RE : Reportage de Global News sur les EPI

Merci tout le monde. Nous nous contenterons de ceci :

EPI/Front uni/Opérations secrètes chinoises :

- Viendra le temps pour se pencher sur le passé et discuter de ce qui aurait pu avoir été fait différemment
- Pour l'instant – notre objectif principal est de protéger les Canadiens et de gérer cette pandémie
- C'est pourquoi nous allons continuer à acheter et à distribuer de manière agressive des EPI qui garderont nos travailleurs de première ligne en sécurité, afin qu'ils puissent assurer la sécurité de tous les Canadiens

En cas de question sur la collaboration avec la Chine :

- Il s'agit d'une pandémie mondiale et nous devons travailler avec la communauté internationale
- c'est d'ailleurs toujours le cas lorsque la communauté internationale doit faire face à un défi commun. La transparence et la coopération resteront essentielles pour garantir que nous pouvons faire face à cette crise sanitaire actuelle

En cas de question sur les enquêtes :

- Les agences de sécurité nationale du Canada s'efforcent constamment de repérer les menaces, y compris l'ingérence étrangère et l'espionnage
- Je ne peux pas faire de commentaire sur des cas particuliers

De : Brook.Simpson@international.gc.ca <Brook.Simpson@international.gc.ca>

Envoyé le : 1 mai 2020 08:12

À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>; isabella.mckenna@canada.ca

Cc : jordan.crosby@canada.ca; Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>; Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>; emily.harris@canada.ca; tristan.laycock@canada.ca; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>; Adam.Austen@international.gc.ca; aisling.macknight@canada.ca; Pierre-Yves.Bourque@international.gc.ca; thierry.belair@canada.ca

Objet : RE : Reportage de Global News sur les EPI

- **When it comes to our relation with China, Canada will always remain firm and resolute in defending our principles and interests.**
- **Our government will continue to be clear about our commitment to the rule of law, our deep concern for our citizens, who have been detained, and our farmers and producers.**
- **There will always be issues where we clearly disagree with China and other instances where we need to work together.**
- **For instance, in order to combat this pandemic, we need to work with the international community, including China.**
- **As is always the case when the international community faces a common challenge, transparency and cooperation will remain critical to ensuring that we can confront this ongoing health crisis.**

- **En ce qui concerne nos relations avec la Chine, le Canada restera toujours ferme et résolu à défendre ses principes et ses intérêts**
- **Notre gouvernement continuera à être clair sur notre engagement en faveur de l'État de droit, sur notre profonde préoccupation pour nos citoyens qui sont détenus et pour nos agriculteurs.**
- **Il y aura toujours des enjeux où nous serons clairement en désaccord face à la Chine et d'autres moments où nous devons travailler ensemble.**
- **Par exemple, pour combattre cette pandémie, nous devons travailler avec la communauté internationale, y compris la Chine.**
- **Comme c'est toujours le cas lorsque la communauté internationale est confrontée à un défi commun, la transparence et la coopération resteront essentielles pour que nous puissions faire face à cette crise sanitaire.**

---- Message d'origine ----

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>

Envoyé le : 1 mai 2020 08:09

À : McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca>

Cc : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca>; Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>; Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca>; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>; Austen, Adam -MINA <Adam.Austen@international.gc.ca>; MacKnight, Aisling (SC/HC) <aisling.macknight@canada.ca>; Simpson, Brook MINA <Brook.Simpson@international.gc.ca>; Bourque, Pierre-Yves -MINA <Pierre-Yves.Bourque@international.gc.ca>; thierry.belair@canada.ca

Objet : Re : Reportage de Global News sur les EPI

Merci. L'obtention des EPI, c'est pour SPAC.

Mais AMC – pouvez-vous partager les derniers points importants des lignes de presse sur la coopération internationale/avec la Chine que vous venez de lire lors de l'appel? Ils pourraient fonctionner + Ash si vous êtes en mesure d'envoyer les lignes de presse que vous avez qui disent « nous réfléchirons aux leçons apprises plus tard, mais pour le moment, nous nous concentrons sur la sécurité des personnes » alors je fusionnerai les deux.

Merci.

Sabrina Kim
Conseillère en enjeux
Cabinet du premier ministre
613-795-7803

Le 30 avr. 2020, à 20:47, McKenna, Isabella (PS/SP)

<isabella.mckenna@canada.ca> <<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>> a écrit :

Ajouter Santé Canada qui, je pense, a des lignes de presse sur l'obtention des EPI

- * Assurer la santé et la sécurité des Canadiens est notre priorité absolue
- * Les agences de sécurité nationale du Canada s'efforcent constamment de repérer les menaces, y compris l'ingérence étrangère et l'espionnage.
- * Il serait inapproprié de commenter des cas particuliers
- * Notre objectif est et restera de protéger les Canadiens

----- Message d'origine-----

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Envoyé : 30 avril 2020 20:08

À : Crosby, Jordan (PS/SP) <jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>> Cc : McKenna, Isabella (PS/SP) <isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>; Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>; Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>; Adam.Austen@international.gc.ca<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>

Objet : Re : Reportage de Global News sur les EPI

Je viens tout juste de me rendre compte que l'information que vous avez envoyée plus tôt EST la déclaration que votre ministère a envoyée. Désolée pour la confusion, c'était très technique.

Avez-vous des textes un peu moins techniques/bureaucratiques que le premier ministre pourrait utiliser s'il était à nouveau interrogé à ce sujet demain?

Mercedes a écrit sur Twitter que la réponse du premier ministre aujourd'hui n'était pas claire et qu'il serait utile d'avoir une réponse pour les responsables de haut niveau prête à l'emploi. Je pense que la question serait – allez-vous ouvrir une enquête? Ce à quoi nous répondrions quelque chose comme « pour le moment, nous concentrons nos efforts sur la sécurité des gens, mais viendra un moment où nous en sortirons et pourrons réfléchir à ce qui aurait pu être fait différemment, etc. »?

Merci!

Sabrina Kim
Conseillère en enjeux
Cabinet du premier ministre
613-795-7803

Le 30 avr. 2020, à 11:50, Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>> a écrit :

OK, merci! Pouvez-vous s'il vous plaît nous transmettre la déclaration que vous avez envoyée à Global?

De : Crosby, Jordan (PS/SP)

<jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>><<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

Envoyé le : 30 avril 2020 11:49

À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>><<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Cc : McKenna, Isabella (PS/SP)

<isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>><<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>;

Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>><<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>><<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>;

Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>><<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>;

Harris, Emily (SPAC/PSPC) <emily.harris@canada.ca<<mailto:emily.harris@canada.ca>>><<mailto:emily.harris@canada.ca>>>;

Laycock, Tristan (SPAC/PSPC)

<tristan.laycock@canada.ca<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>>; Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>>;
Adam.Austen@international.gc.ca<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>><<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>>>

Objet : RE : Reportage de Global News sur les EPI

Du SCRS

1. Les conseils de sécurité du SCRS sont considérés comme confidentiels et aucun détail à cet égard ne peut être divulgué au public. Il est important de noter que, dans le cadre de son programme de contrôle de l'immigration et de la citoyenneté, le SCRS fournit des conseils de sécurité à des partenaires comme IRCC et l'ASFC en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) uniquement. La responsabilité de prendre une décision concernant l'admissibilité d'une personne incombe à IRCC et/ou à l'ASFC. Je vous recommande de les contacter pour toute autre question.

2. Comme vous pouvez vous y attendre, nous ne commentons, confirmons, ni ne nions publiquement les détails de nos enquêtes et/ou méthodologies.

3. En vertu de notre loi, le SCRS a le mandat clair d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour nous assurer que le gouvernement du Canada soit renseigné sur ces questions cruciales.

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>>

Envoyé le : 30 avril 2020 11:43

À : Crosby, Jordan (PS/SP)

<jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>>

Cc : McKenna, Isabella (PS/SP)

<isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>>

Milech, Michael <Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>>; Zimmerman, Shannon <Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>>

Khalil, Samantha <Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>>; Harris, Emily (SPAC/PSPC)

<emily.harris@canada.ca<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <tristan.laycock@canada.ca<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>>

Davis, Kathleen <Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>>

Adam.Austen@international.gc.ca<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>><<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>>>

Objet : Reportage de Global News sur les EPI

Ajout. Pouvez-vous partager les réponses que vous avez envoyées à Global? Je vois quelques

citations. J'aimerais avoir plus d'information à ce sujet. Veuillez m'appeler si nécessaire :

- O'Toole a déclaré qu'il savait « pertinemment » que les hauts fonctionnaires canadiens avaient été alertés en janvier que la Chine accumulait des EPI. Mais au lieu de répondre à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'EPI en Chine. »
- Pendant ce temps, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a mis sur pied une équipe d'urgence épidémique pour se procurer les ÉPI pour la Chine et « a communiqué avec plus d'une dizaine de représentants du gouvernement canadien issus de trois niveaux ».
- O'Toole dit qu'il pense que les méthodes utilisées par Beijing pour se procurer les EPI et la réponse du Canada doivent être étudiées dans le cadre d'une vaste enquête nationale lorsque les risques pour la santé liés au coronavirus se seront atténués.
- Des groupes du Front uni, y compris des membres de la Fédération du Guangdong, distribuent désormais des EPI à d'autres pays et aux « Chinois d'outre-mer ».

Merci,

Sabrina

De : Crosby, Jordan (PS/SP)

<jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>><<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

Envoyé le : 30 avril 2020 10:56

À : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>><<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Cc : McKenna, Isabella (PS/SP)

<isabella.mckenna@canada.ca<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>><<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>

Objet : RE : Je suppose que vous avez vu cela

Oui. Ajout.

De : Kim, Sabrina <Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>><<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

Envoyé le : 30 avril 2020 10:45

À : Crosby, Jordan (PS/SP)

<jordan.crosby@canada.ca<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>><<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

Objet : Je suppose que vous avez vu cela

Les groupes du Front uni au Canada ont aidé Beijing à stocker du matériel de protection contre le coronavirus

Par Sam Cooper

30 avril 2020

À la mi-janvier, les consulats chinois au Canada et dans le monde ont lancé un appel urgent. La Chine craignait que le nouveau coronavirus qui sévit à Wuhan soit si mortel et contagieux que ses infirmières et ses médecins seraient à court de matériel de protection.

Elle avait besoin d'équipements de protection individuelle (EPI).

En seulement six semaines, la Chine a importé 2,5 milliards d'équipements de protection contre les épidémies, dont plus de deux milliards de masques de protection, selon les données du gouvernement chinois.

Cela soulève de grandes inquiétudes sur de nombreux fronts, disent les critiques, y compris le député conservateur Erin O'Toole.

La Chine cachait manifestement l'étendue d'une pandémie qui mettait en danger le monde tout en se procurant secrètement des ÉPI à bas prix. Cette opération « clandestine » a laissé « le monde dénué et sans approvisionnement en EPI », a déclaré Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Beijing, à Global News.

Le résultat : à partir de mars, après que la COVID-19 a fait le tour du monde, les pays qui ont fourni des masques à la Chine en janvier et février ont été contraints de se battre pour être approvisionnés à partir de la Chine.

Fin janvier, des sources dans les milieux industriels et militaires avertissaient les gouvernements occidentaux que la Chine semblait s'emparer secrètement de l'approvisionnement mondial d'ÉPI, ont déclaré O'Toole et Guajardo.

Mais les dirigeants du Canada n'ont pas agi, selon O'Toole.

« Une source m'a dit en janvier que les services militaires et d'urgence étaient parfaitement informés que la Chine stockait des masques et achetait pratiquement autant de quantités que possible », a-t-il déclaré dans une interview accordée à Global News. « Et nous savons... que les hauts fonctionnaires, à la fin de janvier et au début de février, étaient également au courant au ministère des Travaux publics, en ce qui concerne la course aux ÉPI. »

Une enquête de Global News examine les méthodes troublantes et les acteurs clandestins utilisés par Beijing pour monopoliser discrètement l'offre mondiale d'ÉPI dans le cadre d'une opération au niveau de l'État.

La Chine a utilisé les canaux diplomatiques, les entreprises publiques et les associations communautaires de la diaspora chinoise qui seraient de plus en plus sous l'influence du puissant Département du travail du front uni (UFWD) du président chinois Xi Jinping.

Et par le biais de réseaux clandestins du Front uni dans les consulats chinois de villes de Vancouver à Toronto en passant par New York, Melbourne et Tokyo, le Parti communiste a exhorté des millions de « Chinois d'outre-mer » à acheter en vrac des masques N95 afin d'expédier « des lots de fournitures rares pour la patrie. »

Aussi troublantes que soient les méthodes de la Chine, l'opération semble encore pire lorsqu'on l'examine à la loupe, car certaines organisations apparemment impliquées dans les efforts du Front uni au Canada incluent des membres qui ont déjà fait l'objet de surveillance ou d'une enquête par la GRC et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), selon des sources de la GRC et du SCRS.

L'opération d'importation d'ÉPI de la Chine a été décrite par ses médias d'État comme un effort belliqueux. Et le succès a été spectaculaire.

Selon un rapport du Congrès américain publié en avril, du 24 janvier au 29 février, la Chine a intensifié sa production de masques et a imposé des restrictions à l'exportation à des entreprises étrangères établies en Chine telles que le fabricant canadien de masques Medicom et le fabricant américain de masques 3M.

Dans le même temps, la Chine a importé 2,02 milliards de masques de sécurité, selon les registres douaniers de Beijing de mars 2020.

« Pour garantir un approvisionnement national suffisant pour contrer la COVID-19, les bureaux régionaux (dirigés par Beijing) en Chine et à l'étranger ont travaillé avec les associations industrielles de la RPC en accordant une priorité à la sécurisation de l'approvisionnement auprès de sources internationales », indique le rapport.

L'appel mondial à se procurer des masques a été publié sur les sites Web de l'UFWD et envoyé aux consulats chinois où se trouvent des responsables du Front uni.

Les demandes ont eu lieu vers les 14 et 15 janvier, lorsque les responsables chinois ont reçu des instructions confidentielles de Xi, et toutes les régions ont été averties de « se préparer et de répondre à une pandémie », selon des documents divulgués cités dans une enquête d'Associated Press. Le personnel de l'hôpital a reçu l'ordre de revêtir de l'équipement de protection.

Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Beijing, a déclaré à Global News que le 23 janvier, lorsque la Chine a confiné Wuhan, il savait que Beijing était impliqué dans des importations massives d'ÉPI.

Guajardo, qui travaille maintenant dans un cabinet de conseil à Washington, a déclaré à la mi-janvier qu'il avait été contacté par une source de la logistique de la chaîne d'approvisionnement mexicaine.

« Ils ont dit, vous savez quelque chose de drôle, je suis submergé par des ordres d'envoyer tous les N95 que je peux trouver en Chine. »

Il a déclaré qu'il avait effectué des vérifications aux États-Unis et avait estimé que le stock d'ÉPI disparaissait des points de vente grâce à des méthodes passant « sous le radar ».

« Je me suis dit : Oh mon Dieu, ils achètent tous les N95 dans le monde », a déclaré Guajardo à Global News.

Il était tellement convaincu qu'il a envoyé un gazouillis inquiétant le 27 janvier annonçant une pénurie imminente d'ÉPI en Amérique du Nord.

Aussi sûr que le jour suit la nuit, une pénurie de quelque chose en Chine se reflète éventuellement près de chez nous. Pas de masques chirurgicaux dans la région de Washington, DC. Je suppose que les gens les achètent en vrac pour les envoyer/vendre en Chine.

En mars, les masques vendus à la Chine en janvier et février étaient revendus au Mexique jusqu'à 20 à 30 fois le prix, selon Guajardo.

Et le Washington Post et CNN ont rapporté en avril que les ÉPI coûtent parfois plus de 1000 % des prix observés au début du mois de janvier.

« Cette pandémie s'est compliquée à cause des manœuvres dissimulées de la Chine au début », a déclaré Guajardo.

« Et maintenant, c'est encore plus compliqué par le fait que la Chine laisse le monde dénué et sans approvisionnement en EPI.

« Ils ont déclenché la pandémie et maintenant ils en profitent. »

Guajardo a ajouté que, d'après son expérience avec la Chine, les masques revendus maintenant ne seront pas seulement proposés à des prix exorbitants et avec des défauts de qualité potentiels, mais aussi avec des exigences politiques à plus long terme.

Le rapport du Congrès américain publié en avril conclut de manière analogue : « Le gouvernement chinois peut se départir sélectivement certaines fournitures médicales pour les envois à l'étranger, avec des pays désignés et sélectionnés selon des calculs politiques. »

La Chine a accéléré la production d'ÉPI tout en interdisant les exportations et en augmentant les importations, selon un rapport du Congrès américain.

Dans une interview, le député conservateur O'Toole a déclaré qu'au Canada en janvier, il entendait les mêmes avertissements d'ÉPI de ses sources que Guajardo recevait de sources au Mexique et aux États-Unis.

O'Toole a déclaré qu'il savait « pertinemment » que les hauts fonctionnaires canadiens avaient été alertés en janvier que la Chine accumulait des EPI. Mais au lieu de répondre à la menace, le gouvernement du Canada a expédié 16 tonnes d'ÉPI en Chine.

O'Toole dit qu'il pense que les méthodes utilisées par Beijing pour se procurer les ÉPI et la réponse du Canada doivent être étudiées dans le cadre d'une vaste enquête nationale lorsque les risques pour la santé liés au coronavirus se seront atténués.

« Le Parti communiste chinois a volontairement dissimulé des informations sur une épidémie pendant plusieurs semaines, voire des mois », a déclaré O'Toole. « Cela a non seulement donné au monde moins de temps pour réagir, mais aussi minimisé la gravité potentielle de la menace. Les pays n'ont pas pris de décisions concernant les interdictions de vol et la (protection) des magasins d'EPI. »

Interrogé par Global News pour répondre à l'affirmation d'O'Toole, un porte-parole de Santé publique Canada a déclaré qu'en janvier, les responsables avaient commencé à surveiller le coronavirus en Chine et « avaient commencé à travailler avec Services publics et Approvisionnement Canada pour se procurer le matériel nécessaires pour répondre à une éventuelle éclosion au Canada. »

Les courriels internes de Santé publique Canada indiquent que le 31 janvier, la ministre Patty Hajdu a approuvé un don d'ÉPI à la Chine à partir du stock d'urgence du Canada, y compris « des articles qui expireraient en février et mars ». Le ministère croyait que ce don ne compromettrait pas l'approvisionnement en ÉPI du Canada, selon les courriels.

La semaine dernière, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu que deux avions partis du Canada pour acheter des ÉPI en Chine sont ensuite revenus vides.

Trudeau a cité l'encombrement dans les aéroports chinois et les restrictions qui permettent aux avions d'attendre leur cargaison pendant de courtes périodes uniquement. Mais la Chine a qualifié l'affirmation de Trudeau d'« inexacte ».

Les consulats chinois et les associations communautaires cités dans cet article n'ont pas encore répondu aux questions de Global News.

« Chaque Chinois d'outre-mer est un combattant »

Un examen des rapports officiels des médias d'État tels que Xinhua ainsi que des pages Web de l'UFWD en Chine et des rapports de groupes communautaires sinocanadiens associés a relevé des expéditions massives d'ÉPI d'au moins 100 tonnes du Canada vers la Chine en janvier et février.

Les efforts ont été organisés à travers des consulats à Vancouver, Toronto et Montréal. À Vancouver et à Toronto, les associations professionnelles officiellement liées à l'UFWD semblent avoir pris la tête de la campagne mondiale pour les masques N95, en mettant la main sur des ÉPI et en les expédiant vers Chine à partir d'autres pays.

Un rapport publié le 2 février à Xinhua documente un aspect de l'opération mondiale impliquant des millions de migrants de la région méridionale de la Chine, Fujian. Le rapport – sous-titré « Chaque Chinois d'outre-mer est un combattant » – regorge de descriptions militaristes qui ont un air de propagande.

« L'épidémie menaçante est survenue soudainement. Mais la force majestueuse vient du personnel médical de première ligne, des membres du parti et des cadres, du peuple, des Chinois du Fujian et des Chinois d'outre-mer », indique le rapport de Xinhua. « Les Fujian de dizaines de pays sur cinq continents ont rejoint cette bataille invisible... ils ont voyagé jour et nuit et se sont engagés dans une course contre la montre pour renvoyer des lots de fournitures rares à la mère patrie. »

Le rapport se concentre sur la chambre de commerce de Fuqing à Toronto. C'est l'un des groupes qui ont participé à un rassemblement anti-Hong Kong lié à la démocratie lié au Front uni à Markham, en Ontario, à l'été 2019.

Selon le rapport de Xinhua, le président de la chambre de Fuqing s'est envolé pour la Chine en janvier avant la fête du printemps en Chine.

Mais après « avoir constaté que les fournitures se faisaient rares, il a embarqué sur un vol à destination de Toronto pour aider à l'achat (de masques) », indique le rapport.

Le rapport ne fait aucune mention des risques potentiels de COVID-19 présentés par le président de la chambre de Fuqing volant de la Chine à Toronto au moment de la fête du printemps lorsque le gouvernement chinois aurait émis des avertissements internes selon lesquels le danger de propagation de la pandémie était élevé. Cependant, rien n'indique que le président de la chambre de Fuqing était au courant à ce moment des risques liés aux voyages en situation de pandémie, car le Canada et l'Organisation mondiale de la santé ne déconseillaient pas les voyages de la Chine au Canada.

Selon le rapport de Xinhua – que Global News n'a pas pu vérifier de manière indépendante – après que le président de la chambre a atterri à Toronto par un temps de -25 °C, il est immédiatement monté dans un véhicule et s'est rendu au siège de la chambre de Fuqing et a ordonné : « Achetez (EPI) en lots. Agissez dès maintenant! »

« immédiatement, près d'une centaine de Chinois d'outre-mer se sont rendus à la chambre de commerce », indique le rapport de Xinhua.

Les jours suivants, 200 membres de la chambre de Fuqing ont voyagé aux quatre coins de l'Ontario pour acheter des fournitures médicales, selon le rapport, tandis qu'en Chine, un fonctionnaire « a travaillé avec le Département du travail du Front uni du Fujian et les douanes de Fujian » ainsi que diverses compagnies aériennes chinoises afin de recevoir « les fournitures médicales du Canada ».

Les membres de la Chambre de commerce de Fuqing à Toronto ont expédié des ÉPI en Chine via le Département du travail du Front uni, rapporte Xinhua Xinhua, le président de la chambre de Fuqing, n'a pas pu être contacté pour commenter.

Les rapports faisant état d'importantes expéditions d'ÉPI en provenance de Toronto sont corroborés par les rapports du bureau de Toronto de Hainan Airlines (HNA).

Les rapports indiquent que le 25 janvier, HNA « a répondu à l'appel de l'État » et a transféré des chargements d'ÉPI vers la Chine, lesquels avaient été donnés par « des ministères étrangers, des associations caritatives, des organismes sociaux et des Chinois d'outre-mer ». À la mi-février, HNA avait livré 56 tonnes d'ÉPI de Toronto à la Chine, selon les rapports.

Pendant ce temps, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a mis sur pied une équipe d'urgence épidémique pour se procurer les ÉPI pour la Chine et « a communiqué avec plus d'une dizaine de représentants du gouvernement canadien issus de trois niveaux ».

Par le biais d'entreprises et de « groupes chinois d'étudiants et d'outre-mer », le consulat de Montréal a aidé des dizaines de groupes à transporter plus de 30 tonnes de masques et de vêtements de protection vers diverses villes de Chine, selon des rapports de l'État chinois.

Et le 23 janvier à Vancouver, Yongtao Chen, promoteur immobilier et président de l'Alliance canadienne des associations chinoises (CACA), a été alerté par le consulat chinois du besoin important d'ÉPI à Wuhan, selon des rapports d'État chinois.

Selon Chen Yonglin, un ancien diplomate chinois qui a fait défection en Australie, CACA est un groupe du Front uni ayant un « pouvoir de contrôle » au Canada.

Selon la Commission d'examen économique et de sécurité des États-Unis et de Chine de 2018, il est membre du Bureau des affaires chinoises d'outre-mer de l'UFWD, un organe utilisé par Beijing pour influencer la diaspora chinoise.

Les dirigeants de la CACA ont collaboré avec le consulat de Vancouver par l'intermédiaire d'un groupe WeChat d'intervention en cas d'épidémie pour recueillir des fonds et organiser l'achat d'ÉPI au Canada et ailleurs, selon un rapport du 31 janvier d'un site Web lié à la CACA.

« Par le biais de divers canaux, le groupe s'est procuré des vêtements de protection, du désinfectant, des masques et d'autres matériels de protection, et intensifie les mesures pour expédier les à Wuhan », indique le rapport.

Enquêtes du SCRS et de la GRC

Au moins l'un des groupes dirigés par Vancouver qui semblent être impliqués avec la CACA dans la campagne d'ÉPI de Beijing, la Fédération des Chinois d'outre-mer du Guangdong, comprend des membres qui ont attiré l'attention d'enquêtes canadiennes sur la sécurité nationale et l'application des lois, ont indiqué des sources connaissant les dossiers de la GRC et du SCRS. Les dirigeants de la fédération n'ont pas pu être contactés pour commenter.

Un rapport du 23 mars de la Fédération panchinoise des Chinois d'outre-mer de retour au pays a décrit les efforts d'expédition d'ÉPI de la fédération du Guangdong, qui compte des membres dans 131 pays. Le rapport cite le chef de la fédération du Guangdong, Ruji Feng, président de l'Association Canada Chao Shan à Vancouver, affirmant que « les communautés locales coopèrent activement avec les ambassades et les consulats pour promouvoir et contacter tous les groupes chinois d'outre-mer de la communauté afin de préparer diverses fournitures médicales. »

Le groupe de Feng a également aidé la CACA à acheminer par avion 60 boîtes d'ÉPI de Manille, aux Philippines, vers la Chine, selon le rapport.

Un homme qui a répondu au numéro de Canada Chao Shan à Vancouver a déclaré à Global News qu'il n'avait aucun lien avec l'association et qu'aucun administrateur ne pouvait être contacté pour commenter.

Un examen par Global News des dossiers des Panama Papers et des dossiers des tribunaux pénaux et civils de la Colombie-Britannique montre que certains membres de Canada Chao Shan – principalement situés à Vancouver, mais aussi dans le sud de la Chine – sont liés à des activités financières présumées clandestines.

En 2003, l'un des membres de Vancouver, Xun Chuang, a été condamné à une peine de 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour production de stupéfiants et à une interdiction de possession d'armes à feu de 10 ans, indique son casier judiciaire en Colombie-Britannique. Et selon les sources et les documents déposés par la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans les affaires civiles, Xun Chuang et l'adresse de son agent de Canada Chao Shan sont liés à des suspects visés par l'enquête E-Pirate de la GRC, la plus grande enquête sur le blanchiment d'argent dans les casinos et les banques clandestines au Canada.

Le cabinet d'avocats ayant traité l'un de ses dossiers de prêts immobiliers n'a pas pu retrouver Xun Chuang pour qu'il commente l'affaire. Il n'a pas été désigné comme suspect ni n'a été inculpé dans le cadre de l'enquête E-Pirate.

Les suspects liés à Xun Chuang auraient été impliqués dans des opérations de prêt immobilier et d'usurpation de prêts de casino liées au trafic de stupéfiants et des opérations bancaires clandestines à Richmond en Colombie-Britannique et en Chine continentale.

Cependant, les accusations de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale dans le cadre de l'enquête E-Pirate ont été retirées avant que les suspects ne soient jugés en raison d'erreurs de divulgation de preuves par les procureurs fédéraux. Les allégations n'ont pas été prouvées.

Le groupe Canada Chao Shan et certains de leurs associés sont connus des agents du SCRS, selon une source dont l'identité n'a pu être confirmée.

Des réseaux obscurs du Front uni similaires ont fait l'objet d'une enquête en Australie, où le gouvernement australien a mis en place des interdictions d'exportation d'ÉPI le 29 mars après que plusieurs promoteurs immobiliers chinois ont envoyé plus de 82 tonnes d'ÉPI en Chine, selon un rapport du Congrès américain.

L'un des groupes du Front uni basé dans le sud de la Chine impliqué était lié à des allégations de crime organisé et d'activités suspectes de « forfaits casinos », rapporte le Sydney Morning Herald.

Les groupes du Front uni du Guangdong et du Chao Shan actifs en Australie sont également liés aux chefs de groupe canadiens, selon les comptes rendus des réunions de l'UFWD. Un éminent dirigeant du Front uni de la fédération du Guangdong nommé Xiangmo Huang, un promoteur immobilier milliardaire et un grand joueur de casino, a été interdit d'entrée en Australie en 2018 pour des raisons de sécurité nationale.

Alex Joske, expert du Front uni et chercheur à l'Australian Strategic Policy Institute, a déclaré que la Fédération panchinoise des Chinois d'outre-mer de retour – dont font partie les fédérations du Guangdong au Canada et en Australie – joue un rôle de plus en plus important dans la stratégie de contrôle de la diaspora du Front uni du président chinois Xi.

Joske a déclaré à Global News que le Parti communiste chinois utilise le crime organisé et les groupes du Front uni à des fins stratégiques à l'étranger.

« En Australie, nous avons observé un chevauchement entre les opérations d'influence politique, les agences de renseignement et le crime organisé », a déclaré Joske. « Par exemple, un opérateur de voyage de jeu de hasard et d'argent et une figure criminelle présumée qui dirige également des groupes sous l'autorité du Département du travail du Front uni et recueillent de l'information sur les politiciens. »

Jonathan Manthorpe, auteur canadien et spécialiste du Front uni, a rapporté qu'Ottawa aurait suspendu les visas de 200 fonctionnaires de la fédération du Guangdong cherchant à se rendre à Vancouver en 2018, pour des raisons de sécurité nationale. Cependant, le SCRS n'a pas confirmé à Global News s'il avait conseillé à Ottawa de suspendre ces visas.

Lors d'une entrevue, Manthorpe a déclaré à Global News que Xi avait considérablement augmenté les ressources du Front uni, qu'il compare à une « arme magique ».

« Le Département du travail du Front uni est, pour le dire très simplement, une opération politique belliqueuse », a déclaré Manthorpe. « Il se retrouve dans toutes les ambassades et tous les consulats du Canada. »

Et les agents du Front uni, répartis dans les consulats chinois du monde entier, créent et prennent le contrôle de « groupes apparemment inoffensifs, la plupart étant intégrés dans des communautés ethniques chinoises non seulement au Canada, mais dans tous les pays où la diaspora chinoise d'environ 50 millions de personnes est actuellement présente », a déclaré Manthorpe.

Manthorpe affirme qu'un aspect particulièrement troublant de la mobilisation massive d'immigrants chinois par le Front uni pour la collecte d'ÉPI est la « capacité du Parti communiste chinois à faire appliquer une discipline et à exiger une loyauté patriotique. »

« À mon avis, il est tout à fait inadmissible que des Canadiens soient intimidés et soumis à des pressions à l'intérieur de leur propre pays par des agents étrangers », a déclaré Manthorpe. « Ce sont des atteintes à notre souveraineté et à l'intérêt national. Ce sont des attaques menées contre nos concitoyens. Nous ne devrions pas tolérer cette situation. »

Cependant, les autorités chinoises ont réfuté les critiques selon lesquelles le pays a accaparé l'approvisionnement mondial en ÉPI, affirmant que maintenant que la Chine a vaincu la menace interne que présentait le coronavirus et que des groupes du Front uni, y compris des membres de la Fédération du Guangdong, distribuent désormais des ÉPI à d'autres pays et aux « Chinois d'outre-mer ».

« Il est entendu qu'à l'heure actuelle, la Fédération chinoise d'outre-mer du Guangdong coordonne également activement un groupe de distribution de masques et d'autres matériels de prévention des épidémies qui seront donnés à des groupes chinois d'outre-mer dans des régions où sévissent des épidémies graves en Italie, en Espagne, aux États-Unis, au Pérou et au Royaume-Uni, dans l'espoir de remédier à la pénurie actuelle de matériel pour contrer l'épidémie pour les Chinois d'outre-mer », indique un rapport du 23 mars de l'UFWD.

Alors que les acteurs du Front uni sont sur le radar du SCRS depuis 1998, selon Manthorpe, les réseaux prennent rapidement de l'expansion au Canada sous le régime de Xi.

Le niveau de menace actuel est résumé dans un rapport du SCRS de 2018 affirmant que : « Les activités du Front uni du PCC comprennent la cooptation au sein des élites, la gestion de l'information, la persuasion, ainsi que l'accès aux informations et aux ressources stratégiques. C'est aussi souvent un moyen de faciliter l'espionnage. »

La Chine ne reconnaît pas que son Front uni sert à l'espionnage, et les consulats chinois au Canada n'ont pas répondu aux questions à cet effet.

John Townsend, responsable des relations avec les médias du SCRS, n'a pas répondu pas directement si l'agence de sécurité nationale enquêtait sur les opérations d'exportation d'ÉPI impliquant des groupes du Front uni au Canada, comme Canada Chao Shan.

« En vertu de notre loi, le SCRS a le mandat clair d'enquêter sur l'espionnage et le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion et nous continuerons d'utiliser nos pouvoirs juridiques pour nous assurer que le gouvernement du Canada soit renseigné sur ces questions cruciales », a-t-il déclaré.

Sabrina Kim
Issues Advisor / Conseillère en enjeux
Office of the Prime Minister / Cabinet du premier ministre
613-795-7803